

228... c'est ton ticket pour la grande fête !

Cumule 228 points chaque semaine pour tenter de gagner ta voiture, ton billet d'avion, ta PS5, tes bons d'achats et plein d'autres surprises !

Consultation au *909*228#
yas.tg

Achète tes forfaits au

***909#**

ou chez ton Point de Vente



www.journal-lemedium.com

LE MEDIUM

Hebdomadaire d'Informations #

Société - Politique - Economie - Développement - Culture

N° 0679 du 18 au 24 Novembre 2025- Prix : 250 F CFA

**MODERNISATION BANCAIRE
ET DIGITALISATION :**

L'INNOVATION

P.2

TOGO - BUDGET DE L'ETAT - EXERCICE 2026 :

**TROIS INNOVATIONS MAJEURES
TRADUISENT L'ORIENTATION
SOCIALE DUDIT BUDGET**

P.3



SPI

La solution de vos paiements et transferts instantanés
au Togo et dans toute l'UEMOA !

• 24h/24 et 7j/7 • Sécurité garantie •

Coris Bank International, votre partenaire de référence.

<https://burkina.coris.bank>



EDITO

LIBERTE
ET AUTRUI

Humains, nous clamons sans cesse notre liberté, notre désir de liberté, notre état de liberté, notre quête de liberté. Les déclinaisons sont si fortes que parfois, il nous est vraiment difficile de nous retrouver face à autrui. Autrui définirait-il ma liberté ?

A cette question, nous convenons avec Frédéric Lenoir dans L'âme du monde que : "Être libre, c'est aussi ne pas agir en fonction du regard d'autrui."

Le jugement est une évaluation constante des choses. Que nous en soyons conscients ou non, le jugement fait la plupart de nos journées. Mais le jugement sert souvent à nous empêcher d'établir des liens authentiques avec les autres, ainsi que d'être ouvert à l'énergie créatrice de l'univers.

Si nous pouvons nous libérer des jugements, nous sommes ouverts à une plus grande expression d'amour envers nous-mêmes et les autres. Nous avons des relations plus profondes et plus significatives. Cela nous aide à découvrir la véritable beauté du monde qui nous entoure.

Crédo TETTEH



Récépissé

N°0465/29/10/12/HAAC

Adresse :

23 Rue Formatec, Agoè-Cacavéli
01 BP : 450 Lomé

Tél : +228 91538081

Courriel : lemedium2013@yahoo.fr

Maison de la Presse : Casier N° 78

N°RCCM : TG-LOM 2015A6516

NIF : 1000480972

N°CFE : 7966PP2015/2015

Directeur Général :

TETTEH Adjé K. Crédo

Directeur de la Publication :

WOUSSOU Kossi

Rédaction :

Crédo TETTEH

Ali Samba

Infographie : JPB

Impression : Saint Louis

Tirage : 2500 exemplaires

PARTENARIAT TOGO-BANQUE MONDIALE :

Les programmes en cours se déroulent de manière très satisfaisante

Le point du partenariat entre le Togo et le Groupe de la Banque mondiale ont fait le point de partenariat qui les lie ainsi que les perspectives dans les secteurs prioritaires. C'était lors d'une rencontre, le 10 novembre 2025 à Abu Dhabi aux Emirats Arabes Unis, entre le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé et le Vice-président de l'institution de Bretton Woods pour l'Afrique de l'ouest et du centre, Ousmane Diagana.

" J'ai rencontré Son Excellence Monsieur le Président du Conseil pour discuter de notre coordination et de notre partenariat avec le Togo, un partenariat très dynamique. Il est ressorti de nos discussions que les programmes en cours se déroulent de manière très satisfaisante, qu'il s'agisse de projets à venir, d'initiatives dans le domaine du capital humain ou encore des réformes structurelles nécessaires pour renforcer le secteur privé et lui permettre de jouer, aux côtés de l'Etat, son



Une vue des deux personnalités lors des échanges

rôle dans le financement du développement et la création d'emplois ", a déclaré M. Diagana.

Une occasion également pour le Vice-président du Groupe de la Banque mondiale de mettre en lumière les progrès réalisés par le Togo dans le cadre de l'initiative " Mission 300 ", qui vise à accélérer l'électrification en Afrique et à rendre l'électricité plus accessible et abordable.

" Au titre de nos programmes

dans le secteur des infrastructures, le Togo fait partie de cette initiative que nous appelons Mission trois cents, qui consiste à aider les pays africains à accélérer l'électrification et permettre au plus grand nombre d'avoir accès à l'électricité, mais en même temps de rendre l'électricité abordable afin qu'ils puissent soutenir la transformation de l'économie, notamment pour ce qui concerne le secteur de l'agriculture au Togo ", a-t-il précisé.

En matière d'agriculture, le Togo figure parmi les premiers bénéficiaires d'un programme de renforcement des chaînes de valeur agricoles, destiné à faire des producteurs de véritables acteurs économiques.

" Ce programme permet aux agriculteurs d'améliorer leur productivité, de mieux valoriser leurs produits, d'assurer leur sécurité alimentaire tout en augmentant leurs revenus grâce à la vente locale et à l'exportation ", a ajouté M. Diagana, soulignant les retombées positives pour la croissance et l'emploi.

Le Président du Conseil et le Vice-président du Groupe de la Banque mondiale ont également évoqué les programmes phares dans les domaines du développement humain, de l'éducation, de la santé et de la protection sociale, ainsi que les moyens d'accélérer leur mise en œuvre pour renforcer l'impact des interventions du Groupe de la Banque mondiale au Togo.

Crédo TETTEH (avec présidence du conseil.gouv.tg)

4ème Forum Royaume-Uni et Afrique francophone :

La Vision de Faure Gnassingbé

Lomé a abrité, la semaine passée, le quatrième Forum Royaume-Uni et Afrique francophone. Présent à la cérémonie officielle d'ouverture, Faure Essozimna Gnassingbé, le Président du Conseil, a relevé l'importance de la tenue de cet événement dans la capitale togolaise, marquant l'ouverture d'un nouveau chapitre du partenariat entre le Royaume-Uni et l'Afrique francophone.

Nouveau chapitre du partenariat entre le Royaume-Uni et l'Afrique francophone

Faure Gnassingbé a rappelé que les deux parties partagent désormais une même ambition : " passer d'une relation d'assistance fondée sur des dons à de véritables relations économiques, construites sur l'échange, l'investissement, la création de valeur et la complémentarité des savoir-faire ".

Le Président du Conseil a, à cet effet, présenté les atouts et les opportunités d'investissement que les deux parties peuvent mettre en synergie pour rendre ce partenariat plus dynamique et mutuellement bénéfique. Du côté africain, il a évoqué la jeunesse, les ressources naturelles et le potentiel d'innovation du continent. En ce qui concerne les atouts et opportunités du Royaume-Uni, le Président du Conseil a mis en avant l'expertise, la technologie et les capitaux que le pays peut apporter.

Selon le Président du Conseil, le Togo, au regard de son riche potentiel naturel, de son dynamisme capital humain, de son ouverture économique, des réformes ambitieuses entreprises pour améliorer le climat des affaires, ainsi que de sa stabilité politique et de son engagement constant en faveur de la paix et de l'intégration sous-régionale, se situe au point de rencontre stratégique entre ces deux mondes.

Le pays incarne ainsi cette Afrique moderne, confiante et connectée, qui s'ouvre, qui relie et qui aspire à une coopération équitable, durable et fondée sur la création de valeur partagée et inclusive. " Avec notre port en eau profonde, nos réformes d'investissement, notre stabilité politique et notre engagement régional exemplaire, notre pays est devenu l'un des principaux points de convergence entre l'Afrique et le reste du monde. "

Au-delà de l'ambition économique, le Président du Conseil a émis le vœu de voir ce forum devenir un véritable espace de dialogue, de concertation et de vision partagée,

destiné à abolir les murs linguistiques et à lever les barrières économiques, afin d'ériger de solides ponts de prospérité entre le Royaume-Uni et l'Afrique francophone.

Faire des infrastructures, des leviers de souveraineté, de croissance et de compétitivité

L'une des ambitions majeures de ce partenariat est de faire des infrastructures des leviers de souveraineté, de croissance et de compétitivité pour l'Afrique francophone, en privilégiant des projets mieux conçus, mieux financés et mieux intégrés. " Il s'agit d'investir pour produire, pas seulement de construire ", a déclaré le Président du Conseil. Selon lui, les infrastructures ne sont pas de simples dépenses, mais de véritables investissements stratégiques. Construire un port, une route, une ligne électrique ou un réseau numérique n'a de sens que si ces travaux permettent aux entreprises locales de produire, de transformer et d'exporter davantage.

Pour le Président du Conseil, les infrastructures utiles sont celles qui relient le champ au marché, le producteur à la transformation, l'idée à l'innovation. Et c'est cette vision qui guide le Togo dans ses initiatives de modernisation et de développement économique.

La modernisation du Port de Lomé, le développement des corridors logistiques, ainsi que des réseaux énergétiques et numériques, positionnent le Togo comme un hub régional dynamique, capable de jouer un rôle clé dans les chaînes de valeur mondiales. Le Président du Conseil a également invité les partenaires britanniques à investir dans ces infrastructures productives, qui soutiennent la transformation industrielle en Afrique. " Nous invitons nos partenaires britanniques à investir avec nous dans ces infrastructures productives qui soutiennent la transformation industrielle africaine et créent de la valeur locale pour que l'investissement dans le béton devienne investissement dans le développement ".

Cette approche illustre la volonté du Togo de combiner croissance économique, innovation et coopération internationale, tout en renforçant sa position stratégique en Afrique de l'Ouest.

Faire entrer les acteurs locaux dans les chaînes de valeur

Poursuivant sa réflexion sur les leviers du développement, le Président du Conseil a



Faure Gnassingbé, Président du conseil

insisté sur l'importance de construire la croissance à partir de la base, en soutenant les petites et moyennes entreprises (PME), en valorisant la créativité des jeunes et l'audace des entrepreneurs. Il a souligné qu'il est essentiel de donner toute leur place aux entrepreneurs africains, aux jeunes et aux femmes, afin de renforcer l'innovation et l'inclusion dans les chaînes de valeur.

" Le développement ne se décrète pas, il se construit par la base, dans le tissu des petites et moyennes entreprises, dans la créativité des jeunes et dans l'audace des entrepreneurs. Il faut donner ici toute leur place aux entrepreneurs africains, aux jeunes et aux femmes. "

Il apparaît clairement que ce forum se veut une tribune pour une Afrique qui entreprend, innove et transforme. Le Président du Conseil a ainsi rassuré les partenaires sur la capacité des PME africaines à franchir un nouveau seuil, en participant activement à l'intégration régionale et globale, notamment dans des secteurs clés tels que l'agro industrie, le numérique et les services.

Pour atteindre cet objectif, a-t-il précisé, ces entreprises n'ont pas tant besoin d'assistance que de partenariats intelligents, mais plutôt des facilités d'accès au capital, à la formation et aux partenariats technologiques. Dans cette dynamique, le Royaume-Uni peut, selon le Président, jouer un rôle clé dans cet écosystème, en soutenant l'investissement patient et en connectant les incubateurs et les fonds d'innovation.

" Investir dans les PME africaines aujourd'hui, c'est le pari le plus rentable sur l'avenir du continent ", a-t-il conclu, réaffirmant l'importance stratégique de la coopération économique basée sur le partage de savoir-faire et le soutien aux acteurs locaux.

Croissance verte, révolution numérique et intégration régionale : les piliers de l'avenir économique de l'Afrique francophone

Pour assurer un avenir radieux au continent, le Président du Conseil a identifié deux forces capables de transformer durablement les économies : l'énergie propre et l'innovation numérique, qu'il considère comme les grands accélérateurs de la prospérité africaine.

Il a souligné, à cet effet, la double transition verte et numérique qui représente pour de nombreux pays africains une opportunité de saut technologique, permettant de contourner des décennies de dépendance industrielle et d'inventer des modèles plus sobres, plus inclusifs et plus intelligents. Les partenaires britanniques peuvent, à cet égard, accompagner l'Afrique à construire directement l'économie de demain.

Cependant, le Président du Conseil a insisté sur le fait que cette transformation doit rester avant tout humaine, car " chaque investissement dans une ferme solaire, une fintech ou une ville intelligente doit également être un investissement dans l'emploi pour la jeunesse, dans l'accès des femmes aux opportunités économiques et dans la cohésion sociale ". " Dans un monde de plus en plus instable, la durabilité n'est plus un luxe : c'est notre nouvelle frontière économique et morale " a-t-il ajouté.

Faire de l'intégration sous-régionale, le moteur d'un marché africain ouvert sur le monde

Enfin, le Président du Conseil a mis en avant l'intégration régionale de l'Afrique francophone comme moteur d'un marché africain ouvert sur le monde. Selon lui, le succès du forum dépendra de la capacité des acteurs à penser au-delà des frontières nationales, car le développement pays par pays n'a plus beaucoup de sens.

" L'intégration régionale est notre meilleur outil pour réussir à l'échelle mondiale ", a-t-il déclaré avant de souligner que

Suite à la page 5

Togo - Budget de l'Etat - Exercice 2026 : TROIS INNOVATIONS MAJEURES TRADUISENT L'ORIENTATION SOCIALE DUDIT BUDGET

Le premier Conseil des ministres du premier gouvernement de la Vème République s'est tenu ce vendredi 14 novembre 2025, sous la présidence de Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE, Président du Conseil.

Par Credo TETTEH

Les travaux ont été consacrés à l'adoption du budget de l'État, exercice 2026 dont l'orientation sociale est traduite par trois innovations majeures.

Il s'agit de l'institutionnalisation d'un crédit d'impôts en faveur du recrutement de nos compatriotes à mobilité réduite. En plus de cela, des mesures de facilitation pour le paiement des droits d'enregistrement des marchés sont aménagées en faveur des jeunes et des femmes. Enfin, pour encourager la production carnée locale, la provenderie bénéficiera désormais d'une exonération de taxes à l'importation en 2026.

Un budget équilibré en ressources et en dépenses

Le budget, exercice 2026, est équilibré en ressources et en dépenses à 2.740,5 milliards de francs CFA, soit en hausse de 14,4 % par rapport au budget 2025. Élaboré dans un contexte de croissance mon-



Au milieu, le Président du conseil, Faure Gnassingbé

diale modérée et inégale, le texte repose sur une approche prudente, les dépenses budgétaires étant essentiellement financées par les ressources propres.

L'activité économique dans notre pays devrait poursuivre sa consolidation à la hausse, avec un taux de croissance projeté à 6,5% en 2026, contre une prévision de 6,2% pour l'année en cours.

A titre comparatif, on observe une tendance contraire dans la zone UEMOA, avec une projection de croissance du PIB réel à 5,7% en 2026, en baisse par rapport au taux de 6,3% en 2025, tandis que le taux

de croissance du PIB réel dans l'espace CEDEAO est projeté à 4,1%, contre 4,4 % l'année précédente.

Signe de l'assainissement continu du cadre macroéconomique et d'une gestion maîtrisée des finances publiques, la prévision budgétaire pour l'année 2026 permettra à notre pays de respecter les critères de convergence communautaire de l'UEMOA, et de tenir les engagements pris dans le cadre du programme en cours avec le Fonds monétaire international (FMI).

Trois innovations majeures qui

s'ajoutent aux onze mesures déjà en application

Pour rappel, trois innovations majeures traduisent l'orientation sociale du budget. Ainsi, il est institué un crédit d'impôts en faveur du recrutement de nos compatriotes à mobilité réduite.

De plus, des mesures de facilitation pour le paiement des droits d'enregistrement des marchés sont aménagées en faveur des jeunes et des femmes. Enfin, pour encourager la production carnée locale, la provenderie bénéficiera d'une exonération de taxes à l'importation en 2026. Ces innovations viennent donc de s'ajouter aux 11 mesures déjà en application dont l'exonération par exemple de la taxe sur les nouveaux véhicules, en lien avec les mesures de protection de l'environnement.

Notons également que la proportion de dépenses sociales, y compris celles relatives à la santé, à l'éducation et à la protection sociale, représente près de 48% du total des dépenses budgétaires. La part dédiée à la transformation économique augmente également de 29,3% par rapport à 2025. Cette augmentation vise à soutenir les secteurs productifs, tels que l'agriculture, l'industrie et le numérique, à promouvoir les investissements privés,

à renforcer la souveraineté économique et à créer des emplois durables pour les jeunes et les femmes.

Le budget exercice 2026 adopté, poursuit également l'attribution d'une place importante au secteur de la sécurité et de la défense afin de protéger le pays contre les menaces multiformes et de garantir la paix.

Les ministres instruits de rester attentifs à l'exécution effective des projets inscrits au budget

Au cours de ce premier Conseil des Ministres, Faure Essozimna Gnassingbé, le Président du Conseil, a instruit les ministres de rester attentifs à l'exécution effective des projets inscrits au budget, en effectuant régulièrement des suivis sur site pour en apprécier l'évolution et prendre ou proposer le cas échéant des mesures correctives. Il a insisté notamment sur l'importance de l'impact réel des mesures gouvernementales sur la vie quotidienne des populations, et sur la nécessité de poursuivre les réflexions en vue d'encourager la production locale des biens et services.

Précisons que le projet de budget adopté le vendredi dernier en Conseil des Ministres, est présenté comme un instrument fondamental pour accélérer la transformation du pays et renforcer les acquis du **déve-**

ÉCOLES NORMALES DE FORMATION DES PROFESSEURS D'ÉCOLE (ENFPE) : PILERS DE LA TRANSFORMATION ÉDUCATIVE AU TOGO

Les cours ont repris depuis le 27 octobre 2025 dans les Écoles Normales de Formation des Professeurs d'École (ENFPE) du Togo : Adéta, Dapaong, Mango, Notsè, Sotouboua et Tabligbo. Au ministère de l'éducation, on indique que cette reprise de la quatrième cohorte marque une avancée importante dans la mise en œuvre de la feuille de route gouvernementale 2020-2025. Ces écoles jouent un rôle clé dans la formation des enseignants du préscolaire et du primaire, en les préparant à offrir un enseignement de qualité, partout au Togo.

Une réforme ambitieuse

Les ENFPE remplacent les anciennes Écoles Normales d'Instituteurs (ENI). Elles sont nées d'une volonté forte du gouvernement de professionnaliser la formation des enseignants dès le départ. Conformément au projet 10 de la feuille de route gouvernementale 2020-2025 et aux orientations de Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE, d'importantes réformes ont été opérées dans le secteur éducatif pour assurer la qualité de l'enseignement.

Dans cette dynamique et entre autres actions, les écoles normales d'instituteurs (ENI) sont transformées en écoles normales de formation des professeurs d'école (ENFPE) avec pour mission de contribuer à la qualité des enseignements par la recherche et l'innovation en matière de pédagogie au niveau des apprentissages des élèves du préscolaire et du primaire. De neuf (9) mois sous le régime des ENI, la formation initiale dans les ENFPE est désormais portée à deux (2) ans, permettant ainsi aux futurs professeurs d'école de disposer de toutes les compétences nécessaires à l'exercice du métier d'enseignant.



Vue partielle d'une ENFPE

Grâce à des programmes modernisés, elles permettent aux futurs enseignants d'acquérir les bonnes méthodes pédagogiques, de mieux gérer leurs classes et de suivre une formation conforme aux standards internationaux. La réforme ne se limite pas à un changement de nom. Elle traduit une transformation profonde du système de formation initiale, avec des contenus adaptés aux réalités du terrain, des modules axés sur la pédagogie active, l'inclusion scolaire, et l'usage des outils numériques. Les ENFPE intègrent également des stages pratiques encadrés, favorisant une immersion progressive dans le métier.

Implantées dans les régions éducatives du pays, les ENFPE assurent une formation de proximité. Cela permet de mieux répartir les enseignants qualifiés sur le territoire et de réduire les inégalités entre les zones urbaines et rurales. En renforçant les capacités locales, elles contribuent à une meilleure couverture éducative nationale. Les ENFPE améliorent concrètement la qualité de l'enseignement en plaçant l'élève au cœur de l'apprentissage,

dans une approche centrée sur les compétences et l'épanouissement.

Un appui à la Feuille de route 2020 - 2025

Ces écoles s'inscrivent dans l'axe 1 de la feuille de route gouvernementale, qui vise à renforcer le capital humain. Elles contribuent à l'objectif de former des milliers d'enseignants qualifiés, capables de répondre aux besoins éducatifs du pays. Leur fonctionnement repose sur une gestion rigoureuse, avec des indicateurs de performance, un suivi régulier et une évaluation continue des acquis. Les ENFPE sont également des lieux d'innovation pédagogique et de recherche en éducation. Elles collaborent avec les directions régionales, les inspections et les partenaires techniques pour améliorer les pratiques d'enseignement et promouvoir une culture de qualité dans les écoles.

En formant des enseignants compétents et motivés, les ENFPE participent directement à l'atteinte de l'Objectif de développement durable n°4 : garantir une éducation de qualité

pour tous. Elles incarnent une vision d'avenir pour l'école togolaise : inclusive, performante et tournée vers l'excellence.

Avec l'entrée en formation de la quatrième cohorte composée de 1888 jeunes dont 559 pour le préscolaire et 1329 pour le primaire, ce sont désormais 97145 jeunes Togolaises et Togolais qui ont intégré le parcours de formation initiale des enseignants, illustrant l'engagement croissant du pays en faveur d'une éducation de qualité et accessible à tous.

Le programme vise à développer chez les futurs enseignants plusieurs types de compétences sur divers volets notamment la pédagogie dans la préparation et le déroulement des cours ; les compétences en évaluation et en gestion de classe ; les compétences en gestion d'établissement scolaire ; les aptitudes psychologiques nécessaires à la relation éducative ; les compétences en TICE (Technologies de l'Information et de la Communication pour l'Éducation) ; et enfin, des compétences sociales favorisant l'épanouissement des élèves et la cohésion au sein de l'école.

L'initiative s'inscrit dans la dynamique de réforme engagée pour moderniser le système éducatif et aligner la formation des enseignants sur les exigences d'une éducation inclusive, équitable et de qualité. La réforme offre ainsi un avantage certain car elle permet de mettre à la disposition du système éducatif, des enseignants qualifiés aussi bien pour le public que pour le privé. Avec cet accent particulier sur la qualité de la formation, les promoteurs d'établissements scolaires du privé laïc et du confessionnel disposent d'un vivier pertinent à l'intérieur duquel ils pourront recruter des enseignants qualifiés afin de garantir une éducation de qualité pour **tous**.

Zozo

MARCHE FINANCIER REGIONAL : LE TRÉSOR PUBLIC TOGOLAIS A LEVÉ 33 MILLIARDS DE FRANCS CFA



A la quette de 30 milliards de francs CFA, le Trésor public Togolais a levé hier 13 novembre 33 milliards de francs CFA, sur le marché financier Umoa-Titres. C'est un nouveau succès du Togo sur le marché des titres publics de l'Union monétaire ouest africaine, Umoa-Titres. En quête de 30 milliards de FCFA, le Trésor public a réussi à mobiliser 33 milliards de nos francs, dépassant ses prévisions.

Les investisseurs ont proposé une enveloppe de 48,2 milliards FCFA, soit 160,86 % de taux de couverture.

Selon les détails de l'opération, les OAT émises sur une maturité de trois ans, assorties d'un taux d'intérêt fixe de 6,25 %, ont permis de mobiliser 30 milliards FCFA. Dans le même temps, les BAT ont, quant à eux, permis de collecter 3 milliards FCFA sur une maturité de 346 jours.

Notons qu'avec ce nouveau succès, le Togo porte ainsi à 325 milliards FCFA le montant total des emprunts réalisés, ceci sur un objectif annuel de 332 milliards FCFA.

A noter que les fonds mobilisés servent à financer le budget, exercice 2025, établi à 2397 milliards FCFA @macite.ig

**LUTTE CONTRE LA CRIMINALITE
SOTOUBOUA : LA GENDARMERIE SALUE
LA "FRANCHE COLLABORATION" DE
LA POPULATION**

C'est le retour au calme dans la préfecture de Sotouboua où un otage a été libéré, en milieu de semaine, par les unités de gendarmerie à Sossosse-Djamdè. En effet, une opération décisive a permis de venir à bout des ravisseurs "retranchés dans une zone forestière".

La Gendarmerie nationale a annoncé, le mercredi 12 novembre dernier, la libération d'un otage après une opération menée par ses unités à Sossosse-Djamdè, dans la préfecture de Sotouboua.

Cette opération, qui s'inscrit dans le cadre du ratisse-ge engagée par la brigade territoriale de Sotouboua, a permis de retrouver, grâce au soutien de la population, le nommé Goudé, enlevé le mardi 11 novembre 2025 à Koming, note un communiqué de la Gendarmerie nationale.

Après un échange de coups de feu, les ravisseurs, qui s'étaient retranchés dans une zone forestière, ont été poussés dans leur dernier retranchement. La riposte prompte et maîtrisée des éléments de la gendarmerie a permis de "neutraliser l'un des assaillants et de libérer l'otage sain et sauf". "Les complices en fuite font actuellement l'objet d'intenses opérations de poursuite", indique-t-on.

Une fouille effectuée a permis de récupérer "un téléphone portable de marque Tecno utilisé par les ravisseurs, un étui de cartouches et cinq cartouches de calibre 12 mm".

Tout en saluant la "franche collaboration de la population, dont l'appui constant a été déterminant dans le succès de cette opération", la gendarmerie rappelle au passage que "la lutte contre les enlèvements et la criminalité sous toutes ses formes constitue une responsabilité collective".

@macite.ig

CONSOMMATION :

Baisse de 0,6% du niveau général des prix en Octobre 2025

Comparativement à la situation de septembre 2025 (évolution mensuelle), le niveau général des prix a diminué de 0,6 %. Cette baisse s'explique principalement par la régression des indices de la division de consommation "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (-1,8%) ; "Restaurants et services d'hébergement" (-2,2%) et "Loisirs, sport et culture" (-0,5%).

Les plus fortes baisses

Le recul du niveau des indices observé en octobre 2025 est imputable à la baisse du prix des produits suivants "Maïs blanc séché en grains crus vendu au grand bol" (-5,7%) ; "Riz local longs grains vendu au bol" (-2,7%) ; "Maïs jaune vendu au bol" (-5,6%) ; "Gingembre frais" (-19,3%) ; "Piment rouge sec" (-8,7%) ; "Niébé (haricots blancs sec commun)" (-9,2%) ; "Igname" (-9,5%) ; "Igname pour fufou (karachi)" (-6,9%) ; "Gombo frais" (-9,4%) ; "Gboma" (-12,1%) ; "Sardinelles fumées (adiadoè)" (-8,3%) ; "Doèvi fumé (anchois)" (-1,2%) ; "Oranges ordinaires" (-15,9%) ; "Plat de fufu + sauce poisson" (-9,4%) ; "Plat de fufu + sauce viande" (-5,6%) ; "Plat de haricot + gari" (-5,8%) ; "Riz + sauce poisson" (-4,9%) ; "Riz + sauce viande" (-3,8%) et "Plat de riz-haricot (ayimolou)" (-2,9%).

A contrario, les produits qui ont fait grimper le niveau général des prix sont : "Charbon de bois" (+10,7%) et "Bois de chauffe" (+10,3%).

Calculé hors produits alimentaires, le niveau général des prix a connu une baisse de 0,2% sur le plan national. L'inflation sous-jacente (variation mensuelle de l'indice hors énergie, hors produits frais) a connu une baisse de 0,6%. Il faut noter tou-



Crédit photo : @agridigitale

tefois, que la baisse du niveau général des prix en évolution mensuelle est induite par la régression des prix des "Produits frais" (-2,0%) et des produits "Hors produits frais et hors Energie" (-0,6%) atténuée par la hausse des prix des produits de l'Energie (+2,9%). Au regard de la provenance, les prix des produits "locaux" ont diminué de 1,0%.

Du point de vue de la classification sectorielle, la baisse est portée par la diminution des prix des produits des secteurs "Tertiaire" (-1,0%) et "Primaire" (-1,6%). En matière de durabilité, la baisse provient essentiellement des "Services" (-1,0%) et des produits "non durables" (-0,5%). Enfin, par rapport à l'origine, la régression mensuelle s'explique par la baisse des prix des produits d'"Origine UEMOA" (-0,9%).

Evolution trimestrielle

Comparativement à la situation de juillet 2025, le niveau général des prix en octobre 2025 a connu une baisse de 3,5%. Cette diminution est principalement due à la régression des indices des divisions de consommation "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (-11,6%) et "Restaurants et services d'hébergement" (-2,2%). Toutefois, la division de consommation

"Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles" (+3,9%) a légèrement tiré l'indice vers le haut.

Au regard des nomenclatures secondaires et par rapport à l'état des produits, la baisse du niveau général des prix en variation trimestrielle s'explique principalement par la régression des prix des "Produits frais" (-13,0 %), et des produits "Hors produits frais et hors énergie" (-0,7 %) ralenti par la hausse des prix des produits de l'Energie (+4,0%). S'agissant de la provenance, cette évolution trimestrielle résulte de la baisse des prix des produits locaux (-4,7 %) et importés (-0,4 %). La régression des prix des produits du secteur "primaire" (-17,6 %) et "tertiaire" (-1,0 %) a également contribué à cette tendance.

Du point de vue de la durabilité, la baisse trimestrielle est surtout portée par la diminution des prix des produits "non durables" (-6,6 %) et des "Services" (-1,0%). Enfin, par rapport à l'origine, la régression trimestrielle est liée à la baisse des prix des produits d'"Origine UEMOA" (-4,8 %). Pour ce mois d'octobre 2025, le taux d'inflation, calculé sur la base des indices moyens des douze derniers mois au niveau national, s'est établi à 0,6% contre 0,8% le mois précédent.

Evolution annuelle

En octobre 2025, l'IHPC au Togo s'est établi à 101,3. Ce niveau d'indice, comparé à la situation d'octobre 2024 (glissement annuel) a régressé de 0,4%. Cette variation s'explique par l'effet de la baisse observée au niveau de l'indice des divisions de consommation "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (-2,5%) ; "Transport" (-2,3%) et "Loisirs, sport et culture" (-5,0%). La baisse a été amortie par la hausse de l'indice des divisions de consommation "Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles" (+8,9%) et "Restaurants et services d'hébergement" (+2,4%).

Du point de vue des nomenclatures secondaires et par rapport à l'état des produits, la baisse du niveau général des prix en glissement annuel est à mettre à l'actif de la diminution des prix des produits "Hors produits frais et hors Energie" (-1,4%) amortie par la hausse de prix des produits de l'"Energie" (+7,9%). Au regard de la provenance, cette variation annuelle s'explique par la diminution de prix des produits "Importé" (-2,7%) amortie par les prix des produits locaux (+0,4%).

La régression des prix des produits du secteur Primaire (-6,3 %) atténuée par la hausse des prix des produits du secteur Secondaire (+0,8 %) a contribué à la baisse annuelle du niveau général des prix. Du point de vue de la durabilité, la baisse du niveau général des prix en évolution annuelle s'explique par la régression des prix des produits "Non-durables" (-0,8 %) et "Semi-durables" (-1,5 %). Par rapport à l'origine, la régression annuelle s'explique par la baisse des prix des produits d'"Origine hors UEMOA" (-1,1).

ELEVAGE : Plus de 8 Millions d'ovins et de caprins produits en 2024 au Togo

Dans les campagnes togolaises, l'élevage des petits ruminants s'agrandit et fait grandir l'économie rurale. Face à la demande croissante en viande, en lait et en produits dérivés, l'État renforce son accompagnement en faveur des éleveurs.

Bien qu'elle soit pratiquée de manière traditionnelle depuis des générations, la production de petits ruminants connaît un regain d'intérêt. Dans de nombreuses localités rurales, ces élevages représentent la première source de revenus pour les ménages agricoles et un recours précieux en période de soudure ou face aux aléas climatiques.

Connaissant le rôle socioéconomique de cette filière, le gouvernement multiplie les actions de soutien en direction des éleveurs. Outre la dotation en aliments pour bétail et en équipements de contention, des campagnes annuelles de vaccination contre les principales maladies animales sont organisées dans toutes les préfectures.

Des millions de petits ruminants sont ainsi vaccinés contre la peste



des petits ruminants et la clavelée, limitant considérablement la mortalité animale et les pertes économiques pour les exploitants. Ces actions sont accompagnées de sessions de sensibilisation sur les bonnes pratiques d'élevage, l'hygiène des enclos et la gestion sanitaire des troupeaux.

Les ovins et les caprins

C'est l'ensemble des animaux de la famille des moutons. Le nombre d'ovins produits en 2024 se répartit comme suit : 120 160 dans la région maritime, 723 627 dans les Plateaux, 405 842 dans la région centrale. Dans la région de la Kara,

il est au nombre de 354 342 et de 633 558 dans les Savanes. Le total d'ovins produits au cours de l'année est donc de 2 237 529.

En ce qui concerne les caprins (terme générique pour désigner les chèvres, boucs et chevreaux), 956 586 ont été produits dans la région maritime et 2 292 074 dans les Plateaux. La région centrale est créditée de 944 424 caprins en 2024. 805 937 pour la région de la Kara, 1 362 025 pour la région des Savanes. Le total de caprins pour toutes ces régions revient à 6 361 046 durant l'année qui s'est écoulée, selon les statistiques du ministère de tutelle.

Moderniser l'élevage

Dans le cadre de sa politique de modernisation du secteur agricole, l'État soutient également la mise en place de centres d'élevage modernes de petits ruminants. Ces unités, dotées de bergeries aménagées et de dispositifs d'abreuvement améliorés, servent de pôles de démonstration et de formation pour les éleveurs locaux.

Aussi, l'accès au financement demeurant l'un des freins majeurs au développement de l'élevage, des dispositifs d'appui financier sont de plus en plus instaurés au profit des groupements d'éleveurs. À travers des lignes de crédit dédiées et des subventions pour l'achat de reproducteurs, les éleveurs peuvent désormais agrandir leurs troupeaux et investir dans de meilleures infrastructures d'élevage.

Parallèlement, des unions et coopératives d'éleveurs sont encouragées et soutenues pour faciliter la mutualisation des ressources, l'accès aux marchés et la négociation collective des prix. C'est désormais d'un secteur à fort potentiel de croissance dont il s'agit.

REDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHE : UNE AFFAIRE DE TOUS

Depuis 1989, l'Assemblée Générale des Nations Unies a proclamé le 13 Octobre comme la Journée Internationale pour la Réduction des Risques de Catastrophe. Cette initiative louable vise à promouvoir, à l'échelle mondiale, une culture de prévention et de gestion des risques.

Selon le ministre de la sécurité et de la protection civile, dans un monde en proie à une recrudescence des crises et des catastrophes, dont les impacts destructeurs compromettent les efforts de développement, cette célébration de cette journée offre une opportunité de mobiliser tous les acteurs-qu'ils soient du secteur public, privé ou de la société civile-afin de renforcer la sensibilisation sur ce sujet essentiel.

Pour renforcer la résilience du Togo face aux multiples risques et menaces, le Gouvernement a inscrit la réduction des risques des catastrophes parmi ses priorités nationales. Cet engagement est clairement affirmé dans la feuille de route gouvernementale 2020-2025, notamment à travers l'axe 3, ambition 10 : " Mettre le développement durable et l'anticipation des crises futures au cœur des priori-

tés du pays ". " En cette journée de célébration, je tiens à exprimer mes sincères remerciements à l'ensemble des acteurs pour leurs efforts visant à réduire la vulnérabilité de notre pays face aux effets dévastateurs des catastrophes. Je profite de cette occasion pour rendre un hommage appuyé à Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, Président du conseil, ainsi qu'au Gouvernement, pour la détermination constante à renforcer la résilience nationale ", avait déclaré Calixte Madjoulba.

Selon lui, le thème retenu, " Donner à la prochaine génération les moyens d'un avenir résilient ", invite les nations à faire du secteur éducatif un levier central pour la réduction des risques, en responsabilisant les générations futures à travers l'élaboration de programmes scolaires dédiés. Il est impératif que nos institutions s'alignent sur le principe d'une participation inclusive, en offrant une place centrale à la jeunesse. Le milieu éducatif constitue un cadre privilégié pour inculquer dès le plus jeune âge la culture de la prévention des risques.

Il a indiqué que dans cette optique, le Gouvernement s'est résolument engagé à fournir une éducation de qualité à sa jeunesse en intégrant la



thématique de la réduction des risques de catastrophes. C'est ainsi que depuis 2012, un processus d'intégration de ces concepts dans les curricula du préscolaire, primaire et secondaire a été mis en place, aboutissant à l'élaboration de guides spécifiques en 2016 et à la formation des enseignants. " Ces efforts visent à doter les jeunes apprenants de compétences pour anticiper les risques et réagir adéquatement en situation d'urgence, tout en favorisant un sens de responsabilité partagée ", a fait savoir le ministre.

Au Gouvernement, on informe que, par ailleurs, l'Agence Nationale de la Protection Civile (ANPC) a initié, depuis 2020, l'élaboration de plans d'évacuation pour certaines infrastructures socio-collectives, notamment des établissements scolai-

res, afin d'assurer la sécurité des occupants en cas de sinistre. En complément, la création de clubs de jeunes dans les écoles et le développement d'outils de communication adaptés sont également prévus à moyen terme.

" Cette lutte, si cruciale qu'exigeante, doit intégrer une dimension intergénérationnelle, en responsabilisant et en éduquant les jeunes sur la réduction des risques de catastrophes ", a plaidé le ministre, pour qui, la célébration de cette Journée Internationale pour la Réduction des Risques de Catastrophe est une occasion de renforcer la synergie d'actions entre le Gouvernement, le secteur privé, la société civile et nos partenaires techniques et financiers.

CEDEAO : Les 25 ans du parlement communautaire exaltés

Le 16 novembre 2000, naissait au bord du fleuve Mali à Bamako, le Parlement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest. Il est l'Assemblée des peuples de la Communauté et sert de forum de dialogue, de consultation et de consensus des représentants des populations ouest-africaines, visant la promotion de l'intégration.

Les pères fondateurs, lui ont assigné les objectifs de renforcer la démocratie représentative dans la Communauté ; de contribuer à la promotion de la paix, de la sécurité et de la stabilité en Afrique de l'Ouest ; d'informer et sensibiliser les populations de la région ouest-africaine sur les enjeux de l'intégration ; de promouvoir et défendre les principes des droits de l'homme et de la démocratie, l'état de droit, la transparence, la responsabilité et la bonne gouvernance ; et de contribuer à la mise en œuvre efficace et efficace des objectifs et des politiques de la Communauté etc.

Voici donc un quart durant que les différents présidents de l'institution, dont l'actuelle Ibrahima Mémounatou (Togo), s'époumonnent à atteindre ces objectifs, tant bien que mal. Pour cette dernière, l'engagement citoyen doit être au cœur des priorités, de même que les questions touchant à la jeunesse de la communauté. " L'essor du numérique, et en particulier de l'intelligence artificielle, sera mis à profit pour renforcer le lien entre le Parlement et les populations, et ancrer davantage l'action communautaire dans leurs réalités quotidiennes ", ont indiqué les premières autorités de ce parlement de la CEDEAO.

Pour ce faire, il faut relever les défis, entre autres, la proximité du parlement avec les populations de la communauté, l'élection au suffrage



Mémounatou Ibrahima, Pdt du parlement de la CEDEAO

universel direct de tous les députés pour renforcer la légitimité démocratique, une intensification de la coopé-

ration interinstitutionnelle et une diplomatie parlementaire plus dynamique. Il faut alors s'atteler au chan-

tier de l'éducation civique et celui de l'accès à l'information. En célébrant ce 25e anniversaire, la présidente a lancé un appel vibrant à l'unité et à la résilience. " Ensemble, continuons à bâtir une CEDEAO forte, unie et résiliente. Merci de faire partie de cette aventure collective. Vive la CEDEAO, vive le Parlement de la CEDEAO. "

Ibrahima Mémounatou veut porter ainsi une vision d'un Parlement communautaire, véritable moteur de transformation, catalysant l'harmonisation des législations nationales tout en respectant la souveraineté des États membres, et favorisant l'émergence d'un espace économique unifié.

4ème Forum Royaume-Uni et Afrique francophone : La Vision de Faure Gnassingbé

Suite de la page 2 les investissements britanniques en Afrique francophone ne seront durables que s'ils s'appuient sur des chaînes régionales interconnectées et sur des plateformes logistiques et industrielles reliant plusieurs marchés francophones et anglophones.

Ces interconnexions sont, a-t-il fait remarquer, les vraies infrastructures du futur, des leviers de développement qui s'inscrivent pleinement dans l'engagement du Togo pour la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), qui offre 1,4 milliard de consommateurs et le plus grand marché émergent du monde.

La réalisation de ces ambitions dépend de l'ouverture de corridors régionaux de croissance, connectant à la fois les marchés francophones et anglophones, à l'image du corridor Lomé-Lagos-Accra-Abidjan.

Pour que cette intégration devienne réalité, le Président du Conseil a également insisté sur la nécessité de l'harmonisation des réglementations, les facilités du commerce, la simplification des procédures et la création des conditions prévisibles pour les investisseurs. Pour le Président, la fluidité administrative et la transparence réglementaire sont les infrastructures invisibles du commerce moderne dont les économies africaines ont besoin.

En accueillant ce forum, Lomé souhaite incarner une Afrique ouverte, connectée et confiante, qui ne se contente plus de commercer avec le Royaume-Uni, mais qui choisit de croître avec lui.

Le Président du Conseil a lancé un appel aux partenaires britanniques : investir non seulement dans les infrastructures traditionnelles, mais aussi dans les frontières de la croissance africaine, dans l'économie verte, la transformation locale des matières premières cri-

tiques, la finance digitale et les industries créatives.

Il a lancé un appel solennel aux partenaires britanniques, les invitant à s'engager aux côtés de l'Afrique dans une coopération tournée vers l'avenir et l'innovation.

" Nous appelons nos partenaires britanniques à regarder avec nous vers l'avenir : à investir non seulement dans les infrastructures traditionnelles, mais aussi dans les frontières de la croissance africaine, dans l'économie verte, la transformation locale des matières premières critiques, la finance digitale et les industries créatives. Ensemble, nous pouvons créer des chaînes de valeur qui relient Londres à Lomé, Yaoundé à Birmingham, Dakar à Manchester. Ensemble, nous allons transformer nos ressources en richesses, nos projets en prospérité, et notre coopération en avenir partagé. "

Monsieur Ben Coleman, Envoyé? commercial du Premier ministre britannique en Afrique Francophone, des autorités politiques et administratives et Monsieur Steven Gray Obe, Responsable de l'Afrique de l'Ouest et centrale pour UK Export Finance (UKEF) ont tour à tour situé l'enjeu de ce forum. Ils ont félicité le Président du Conseil pour sa vision stratégique et son engagement constant en faveur du développement économique, de la coopération régionale et du renforcement du partenariat entre l'Afrique et le Commonwealth.

Les travaux du forum se poursuivent ce jeudi avec plusieurs sessions pays consacrées notamment au Togo, au Cameroun, au Sénégal, au Bénin, à la Mauritanie, à la Côte d'Ivoire, à la République Démocratique du Congo, à la Guinée et au Congo.

Crédit TETTEH (avec presidenceduconseil.gouv ;tg)

Zozo

ASSEMBLEE NATIONALE: LE PRÉSIDENT KASSOU PREND SES MARQUES



Elu au perchoir en remplacement de Adédré Kodzo appelé aux affaires dans le premier gouvernement de la Vème République, Sélom Kossou est déjà dans son nouveau rôle. Il a établi, le vendredi 14 novembre dernier, son premier contact avec le personnel administratif de la représentation nationale.

Cette rencontre a permis au nouveau président de l'Assemblée nationale d'échanger avec le personnel sur plusieurs thématiques, notamment le fonctionnement de l'administration parlementaire, les réformes engagées pour renforcer l'efficacité du travail des députés, les projets de digitalisation et d'amélioration des conditions de travail, entre autres.

Tout en saluant le travail abattu par son prédécesseur, Sélom Kossou a beaucoup insisté sur les valeurs essentielles à observer, notamment la discipline, le professionnalisme, l'esprit d'équipe et l'humilité, nécessaire pour accompagner efficacement le régime parlementaire.

Selon lui, " l'entrée dans le régime parlementaire nous confère davantage de responsabilités. Le personnel constitue l'acteur central de ce régime et il a un rôle essentiel à jouer dans ce cadre. "

@mactv.ig

LE TOGO PRÉPARE SON RAPPORT NATIONAL SUR LA GOUVERNANCE

Le Togo disposera bientôt de son premier Rapport national sur la gouvernance (RNG),



élaboré dans le cadre du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP). L'élaboration vise à analyser les performances nationales en matière de gouvernance politique, économique et sociale, et à renforcer l'efficacité des institutions au service des citoyens.

Une session ouverte jeudi 13 novembre pour deux jours à Lomé réunit les acteurs impliqués afin de définir le cadre méthodologique du rapport et de renforcer les capacités des équipes de rédaction. L'objectif, a expliqué Clémentine Njiamvumuntu, secrétaire continentale du MAEP, est que le processus soit entièrement conduit par les Togolais pour assurer une véritable appropriation nationale.

Une fois élaboré, le document servira de référence pour apprécier les avancées enregistrées et identifier les domaines nécessitant des améliorations. Il permettra également d'aligner les réformes en cours et de renforcer l'alignement des politiques publiques sur les priorités nationales et les engagements internationaux. Le rapport portera sur le thème : " L'accès des citoyens à la justice et aux services communaux ", un enjeu central pour le MAEP qui encourage les États à évaluer la manière dont les institutions répondent aux attentes des populations.

Créé en 2003 par l'Union africaine, le MAEP promeut la bonne gouvernance et le développement durable à travers un système d'auto-évaluation volontaire. Il encourage les États à renforcer leurs institutions et à améliorer la qualité des services offerts aux citoyens.

Source : @Republiquetogolaise.com

DEWEH EMILY GRAY, NOUVELLE REPRÉSENTANTE DE LA CEDEAO AU TOGO

La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) dispose d'une nouvelle représentante résidente au Togo. La Libérienne Deweh Emily Gray a présenté, le jeudi 13 novembre, sa lettre de nomination au ministre en charge des Affaires étrangères, Robert Dussey.

Désignée en juin dernier, la diplomate succède au Bissau-Guinéen Barros Baor Banjai. Au Togo, Deweh Gray aura pour mission de renforcer la collaboration entre la CEDEAO et le gouvernement, de soutenir les initiatives en matière de paix et de sécurité, de promouvoir les programmes de développement économique et de défendre les valeurs communes de démocratie et de bonne gouvernance dans l'ensemble de la sous-région ouest-africaine.

Pour rappel, la CEDEAO, créée il y a cinq décennies, œuvre pour l'intégration économique, la coopération politique et la promotion de la paix et de la stabilité au sein des États membres. Le Togo, membre fondateur, préside depuis l'an dernier le Parlement de la Communauté.

Source : @Republiquetogolaise.com

Tous à l'école

Préparez vos enfants à briller,
dès le premier jour.

Jusqu'à
5mois* de salaire

Réponse en **24H****

Remboursement sur
11mois maximum



BANK OF AFRICA

BMCE GROUP



f | www.boatogo.com

SPI

La solution de
vos paiements et transferts instantanés
au **Togo** et dans
toute l'**UEMOA** !

• 24h/24 et 7j/7 •
• Sécurité garantie •

Coris Bank International,
votre **partenaire de référence.**

Bienvenu sur la
plateforme PI

Notre application garantit des transferts d'argent
instantanés, permettant à vos fonds d'arriver en
quelques secondes

Suivant

BENIN BURKINA FASO COTE D'IVOIRE GUINÉE BISSAU MALI NIGER SÉNÉGAL TOGO

La Banque Autrement
<https://togo.coris.bank>

CORIS BANK
INTERNATIONAL

Achète tes forfaits au

***909#**

ou chez ton Point de Vente

Yas



228... c'est ton ticket pour la grande fête !

Cumule 228 points chaque semaine pour tenter de gagner ta voiture, ton billet d'avion, ta PS5, tes bons d'achats et plein d'autres surprises !

Consultation au *909*228#

yas.tg